

Regonflés, les syndicats prêts pour l'acte II

RÉFORME DES RETRAITES Plus d'un million de manifestants, des grèves suivies dans plusieurs secteurs : les syndicats ont réussi hier à mobiliser et ont annoncé une nouvelle journée d'action le 31

Les dés sont jetés. Hier, partout dans le pays, les syndicats unis ont réussi leur (premier) pari. Plus d'un million de Français sont descendus dans la rue : 2 millions selon la CGT, 1,12 million selon le gouvernement. Mais qu'importent les chiffres : "Les organisations syndicales ont prouvé qu'elles savaient toujours mobiliser", analyse le politologue Roland Cayrol. Pendant que Philippe Martinez (CGT) et Laurent Berger (CFDT) bataillaient le pavé parisien ensemble, Emmanuel Macron réagissait en direct depuis... Barcelone. "Il devait marquer le coup", estime Roland Cayrol au risque d'enflammer le débat. Le président de la République a insisté sur le fait qu'il défendait une réforme "démocratiquement validée". Le chef de l'État a également affirmé qu'"il est bon et légitime que toutes les opinions, puissent s'exprimer". Malgré la mobilisation, "il faut procéder à cette réforme" qui est "juste et responsable", a-t-il martelé. "Et donc nous le ferons avec respect, esprit de dialogue mais détermination et esprit de responsabilité."

Face aux propos du Président qui ne lâche rien et devant le succès de leur démarche unitaire d'hier, Les syndicats ont immédiatement réagi dans la soirée. Suivant l'agenda politique, ils appellent à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 31 janvier, le lendemain des premières discussions sur cette réforme à l'Assemblée nationale en commission. Et incitent à des actions d'ici-là, comme la CGT raffinerie qui appelle à un mouvement de grève de 48 heures dès le 26 janvier. Une manière de capitaliser sur ce succès à plus long terme. En effet, selon Roland Cayrol, "ce n'est que la première jour-

née d'une longue période". Il ajoute que la bataille de l'opinion se jouera sur "l'attitude du gouvernement et son attitude à négocier et sur la capacité des syndicats à renouveler leurs méthodes d'actions, à ne pas se retrouver simplement dans la rue".

Confiant dans l'issue politique de cette séquence avec l'appui d'une majorité des LR, l'exécutif qui se disait hier soir officiellement serein, reste toutefois très prudent en coulisses sur la suite de ce mouvement social. Un exécutif qui avait essayé de replacer le débat sur les risques de blocage et de débordements ces derniers jours. Devant la réussite de la journée d'hier, le gouvernement a choisi de calmer le jeu en remettant au goût du jour la nécessité de pédagogie, quitte à offenser certains opposants. Hier soir, Gabriel Attal, le ministre délégué aux comptes publics a ainsi reconnu "une mobilisation importante et responsable". La Première ministre a appelé les membres du gouver-

"Il n'est jamais trop tard pour échanger."

ÉLISABETH BORNE

nement à rester "au contact des Français pour expliquer les bienfaits de cette réforme". Et de tendre la main aux opposants en affirmant "qu'il n'est jamais trop tard pour échanger". Paradoxalement, si le gouvernement reconnaît la mobilisation importante d'hier, il ne donne aucune indication sur quoi il pourrait lâcher... Hier, l'ensemble de la gauche dont Jean-Luc Mélenchon qui avait choisi Marseille pour manifester, a affiché sa satisfaction. Selon le leader insoumis, "le gouvernement a perdu cette bataille d'avoir convaincu de la nécessité de la réforme". Une bataille certes, mais peut-être pas une guerre qui s'annonce longue et incertaine.

Florent PROVANSAL

DANS LA MANIFESTATION À MARSEILLE

Mélenchon : "Un moment de bascule"

On le croirait presque en balade, de retour avec les copains. On le croise au milieu du cours Lieutaud, à rebours de la manifestation pour essayer de "récupérer les militants LFI". Jean-Luc Mélenchon nage en eaux douces à Marseille. "C'est mon kif d'être là. Je fais toutes mes manifs à Marseille. C'est là que je suis arrivé jeune, c'est là que j'ai été élu député il y a six ans, les gens m'ont donné plus de 50 % des voix dans mon ancienne circonscription à la dernière présidentielle. Alors tout ça crée des liens. Ici, je recharge mes batteries."

D'un selfie à l'autre, d'une discussion à la suivante, impossible de faire dix mètres sans être interpellé. Parfois de manière virulente, quand des aides-soignantes anti-vaccin l'insultent. Le plus souvent en mode "camarade". Le voilà qui enfle un casque tendu par des cheminots de Miramas, attrape un gros marteau et, en éclatant de rire, fait sauter un pétard qui résonne encore au milieu de la manif. Une dame approche avec une pancarte "Casse-toi pou' con". Rigole. "Ça me rappelle un copain qui avait fait ça à côté de Sarkozy, il s'est pris une amende", se marre celui que beaucoup appellent "Méluche" dans les rangs. "Là, les gens voient qu'on leur ment, qu'on leur prend un petit bout de vie, explique-t-il. Le gouvernement a perdu cette bataille d'avoir convaincu de la nécessité de la réforme. Il faut qu'on prenne la mesure du caractère exceptionnel de l'unité syndicale qui nous donne une force considérable."

On le sent loin des tracas parisiens, affaire Quatennens et fronde en cours au sein de son organisation. À ses côtés, Manuel Bompard aussi a le sourire. "On est là avec Jean-Luc pour donner le signal, sous le soleil matinal de Marseille, souligne le député LFI,

successeur de son mentor sur le Vieux-Port. C'est ici que ça se passe et c'est d'ici que ça part. Tout le monde est là, toutes les forces de gauche. Ça donne le ton de la journée et de la suite du mouvement." On oublierait presque le mistral qui coupe les jambes et fait claquer les drapeaux.

"Je n'avais jamais vu ça"

Ils se mélangent dans les fumigènes et les tubes de Jul, désormais sérieux concurrent de "Bella Ciao" et "Motivés" dans les sons du long cortège. Tous les syndicats sont là, les politiques se font plus discrets. S'ils se cherchent et papotent un peu, les élus se fondent vite dans la foule d'environ 30 000 têtes. "J'en ai fait des manifestations depuis que j'ai quinze ans, mais une telle mobilisation dans ma ville, je n'avais jamais vu ça", souffle le maire Benoît Payan, ancien socialiste, "mais bien de gauche". Entouré de ses adjoints du Printemps marseillais, une gauche vraiment plurielle, il relève "un enjeu de société



Hier, Jean-Luc Mélenchon nageait en eaux douces à Marseille. /PHOTO GILLES BADER

au-delà de la bataille des retraites. Le gouvernement ne doit plus insister. Sa réforme ne va pas dans le sens de l'histoire."

Les mots sont rattachés avec ceux de Mélenchon : "Nous sommes dans un moment de bascule de l'Histoire. Macron est un retardataire, sa réforme n'a pas de sens. Il faut qu'il la retire, ce bras de fer est inutile. Il n'y a pas de déshonneur à entendre la voix populaire. Pourquoi l'irresponsable aurait-il le dernier mot ? L'irresponsable, c'est celui qui met un tel bazar dans la rue pour se faire plaisir et bien finir son quinquennat." Le verbe rejoint aussi celui du député communiste martégat Pierre Dharréville, pour qui "le gouvernement doit revenir à la raison. Son projet est ultra-minoritaire. Ça suffit maintenant, jouer le pourrissement serait une erreur dramatique."

S'il sait que la fenêtre parlementaire qui débute en fin de mois en commission permettra d'éventuels aménagements, le député ne tient pas à l'enlèvement : "On ne bougera que des petites virgules. C'est maintenant que ça se joue." Batre le fer tant qu'il est brûlant, c'est tout l'enjeu pour une gauche pas certaine de tenir ensemble pendant des semaines, au même titre que les syndicats. Tous savent que l'exécutif se jettera dans la première fissure. "On verra si ça tient, il ne faut pas que le rapport de force dure trois mois, analyse le sénateur communiste Jérémie Bacchi. On se servira du Parlement pour convaincre, même si le débat est ficelé d'avance. Et on s'appuiera sur la force de cette première mobilisation." Benoît Payan approuve : "L'unité est là, il ne faut pas faire durer, ça doit aller vite." L'urgence sociale comme accélérateur de particules de la gauche.

François TONNEAU



Hier, pas moins de 80 000 manifestants ont défilé à Paris selon les chiffres du ministère de

AU GOUVERNEMENT

Olivier Véran : "Cette mobilisation était attendue"

Il y a eu la petite musique d'une mobilisation qui ne "prendrait pas". Et puis, depuis quelques jours, le gouvernement s'est rangé à l'idée que ce jeudi serait dense dans la rue et les piquets de grève, clairement dans les administrations, les écoles ou les transports. "Cette mobilisation était attendue, d'autant que les réformes des retraites donnent toujours lieu à des manifestations d'envergure, nous indiquait hier soir Olivier Véran. Nous respectons l'expression démocratique. Si nous portons cette réforme, ajoute le porte-parole du gouvernement, c'est qu'elle est nécessaire pour l'avenir de notre système de retraite par répartition. Ne rien faire ce serait le condamner."

Une manière de dire que cette réforme se fera, quoi qu'il en coûte. Et que l'impact des débrayages et cortèges, aussi fort soit-il, ne changera pas grand-chose. Même si Elisabeth Borne a laissé une fenêtre ouverte au Parlement, elle reste étroite. "Il y aura des amendements, un débat et nous continuerons à améliorer le texte", assurait hier soir Olivier Dussopt, le ministre du Travail, lors d'un forum sur BFMTV. La stratégie de l'exécutif a été détaillée dès hier matin depuis Barce-

lone par Emmanuel Macron qui avait emmené 11 de ses ministres. Elle est simple : plutôt que de revenir sur des mesures déjà assez négociées à ses yeux, il s'agit désormais de convaincre, d'expliquer.

La Première ministre a donc demandé aux sherpas du gouvernement de repartir sur le terrain. Pour Olivier Véran, ce sera ce matin dans la région illoise, où il rencontrera des retraités aux petites pensions. Des gens qui ont travaillé toute leur vie, mais qui ne s'en sortent pas. Et auprès desquels le porte-parole, issu du Parti socialiste, fera la pédagogie de pensions qui tendent vers 1 200 euros. Le terrain, en l'occurrence, sera souvent miné, tous le savent.

Olivier Dussopt, un autre ministre venu de la gauche, en a vécu l'expérience hier soir, passant sa soirée à démonter les chiffres avancés par ses multiples contradicteurs, cheminot, raffineur ou étudiant. À faire de la pédagogie, en somme. Comme si seule cette solution était désormais efficace. Pas sûr qu'elle suffise à refroidir les ardeurs anti-réforme. Ni à vider les rues.

F.T.

DES MANIFESTATIONS PARTOUT DANS LA RÉGION



MARSEILLE. "Je n'ai jamais vu un tel monde", s'enthousiasmait Julien, jeune prof, au croisement de La Canebière et du bd Garibaldi - point de convergence entre les deux cortèges organisés hier. 26 000 manifestants selon la préfecture de police, 145 000 selon les syndicats : "Cette première mobilisation est une réponse forte, à la hauteur de la colère, s'est félicité Olivier Mateu, secrétaire général de la CGT 13. Ce n'est qu'un début."

/ PHOTO GILLES BADER

AVIGNON. Jeunes et moins jeunes, salariés du privé comme du public, plus de 4 000 personnes ont manifesté unis hier dans les rues de la ville. Unis contre un projet que tous dénoncent, certains pointaient le "ras-le-bol" d'une profession qu'ils ne se voient pas exercer jusqu'à 64 ans, d'autres alertaient sur la situation des plus jeunes. "Je suis inquiet pour nos enfants", soufflait un sexagénaire qui va désormais devoir travailler un an et demi de plus.

/ PHOTO ANGE ESPOSITO



ARLES. Du boulevard des Lices à la place de la mairie en passant par la sous-préfecture, près de 3 000 manifestants ont exprimé leur désaccord avec la réforme. "Il s'agit de la 8^e attaque en 20 ans du gouvernement contre nos retraites", lançait une représentante de l'intersyndicale depuis le kiosque à musique. Partout dans la ville, des pancartes truffées de références arlésiennes ont été aperçues : "On n'est pas Jeanne Calment". "Maja Hoffmann, paye nos retraites !"



DIGNE. "On n'a jamais vu ça depuis Charlie", lance l'un, "non, depuis la réforme Juppé" rétorque l'autre, ou bien "depuis la mobilisation contre la première réforme des retraites Macron en 2019". À 10 h 30, heure du départ du cortège, le flux des personnes qui rejoignait la place Général-de-Gaulle était infatigable. Près de 6 000 personnes ont défilé hier matin, 3 500 selon la police, un rassemblement "historique" en tout cas, contre la réforme des retraites.

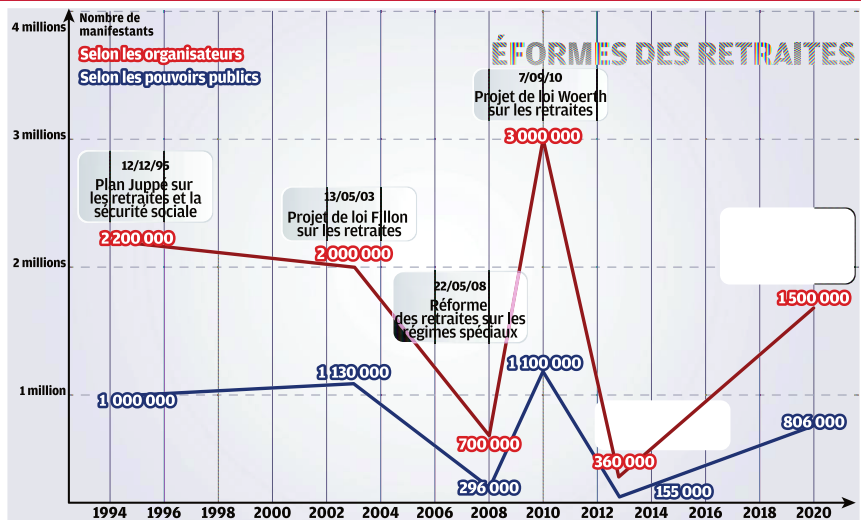


DES SECTEURS EN GRÈVE HIER

► **Énergie.** Les agents d'EDF étaient 44,5% à faire grève. Ils ont procédé à des baisses de production électrique, dans les barrages et les centrales nucléaires. Du côté des raffineries, la CGT TotalEnergies comptait entre 70 et 100% de grévistes, sur la plupart des sites du groupe.

► **Transports.** La grève était très suivie dans les transports avec quasiment aucun train régional, peu de TGV, un métro tournant au ralenti à Paris et une grande banlieue très peu desservie. Le trafic régional était quasiment arrêté avec 1 TER sur 10.

► **Éducation.** Le Snes-FSU, premier syndicat du secondaire, a fait état hier d'un taux de 65% des professeurs de collèges et lycées grévistes, et le Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, recense 70% d'enseignants grévistes.



À LA RAFFINERIE TOTAL DE LA MÈDE

"Nous ne reculerons pas avant le gouvernement"

Les salariés de la raffinerie Total La Mède sont entrés avec force dans le mouvement. Tous en grève et "mobilisés à 100%" dans le cortège marseillais, hier, ils sont au cœur des inquiétudes du gouvernement qui redoute la pénurie et la ruée vers les stations-service. "Nous faisons les trois 8, travaillons le soir, dans le froid ou le très chaud, avec une exposition régulière aux produits dangereux, détaille Fabien Cros, secrétaire syndical CGT à Total La Mède. Pour nous, le retrait de cette réforme, c'est une question de vie ou de mort, au sens littéral. Chez Total, un accord d'entreprise nous permet un départ anticipé, si on a 20 ans de travail. Avec la réforme, cela nous emmènerait à 59 ans... C'est inacceptable. Pour nous, chaque année de retraite en moins, c'est autant d'années de vie perdue." Découvrant des conditions de travail "parmi les pires" et une espérance de vie à la retraite réduite, l'élus syndical se dit prêt à "aller jusqu'au bout, si le gouvernement ne revient pas à la raison". "Nous avons déjà mis en place un plan de lutte, poursuit-il, avec 24 heures de grève aujourd'hui (hier), 48 heures la semaine prochaine et 72 heures la suivante. L'option d'un mouvement reconductible est bien sûr sur la table, d'autant que la CGT est seule décisionnaire sur le site..." De quoi craindre de nouvelles pénuries, qui pourraient retourner l'opinion, pour l'heure favorable au mouvement social ? "L'opinion est dans la rue, tranche Fabien Cros. La seule minorité qui peut bloquer le pays, c'est le gouvernement, essentiellement dans la défense de cette réforme. Nous sommes prêts et nous ne reculerons pas avant le gouvernement."

P.K.

L'INTERVIEW DE ROLAND CAYROL, POLITOLOGUE

"Emmanuel Macron ne lâchera pas"



■ **Les syndicats ont-ils réussi leur pari ?**
Le scénario se déroule comme prévu par les différents acteurs. Nous savons que les estimations policières sont autour des 800 000 manifestants et les syndicats autour de 1,5 à 2 millions. Ils font le coup chaque fois. La mobilisation est importante et les syndicats disent à chaque fois qu'ils sont même agréablement surpris par l'ampleur de la mobilisation. Cela a marché comme prévu et la force de mobilisation des syndicats est réelle. La seule nouveauté, c'est que les services de renseignement du gouvernement nous ont donné la participation à l'avance... C'est le renouvellement des grandes manifestations de 1995, 2010 ou 2019 avec les mêmes écarts d'estimation, notamment à Marseille avec une différence ahurissante. Ce n'est que la première journée d'une longue période. Il y aura des nouvelles manifestations qui devraient être, à terme, reconductibles.

■ **Tous les ingrédients d'une explosion sociale sont-ils présents ?**
L'inflation a énormément progressé ces derniers mois et dernières semaines. Les Français sont mécontents. Mais on constate également une certaine lassitude, une forme de résignation et d'attente. Rien n'est acquis, les forces se mettaient juste en présence ce jeudi.

■ **Sur quoi va se jouer la bataille de l'opinion ?**
Sur les prochaines manifestations, sur le fait qu'il y ait de la violence ou pas, sur l'attitude du gouvernement et son aptitude à négocier et sur la capacité des syndicats à renouveler leurs méthodes d'action, à ne pas simplement se retrouver dans la rue.

■ **Emmanuel Macron a réagi depuis Barcelone pendant la manifestation à Paris...**
Il était important qu'il s'exprime car on se demandait ce qu'il faisait à l'étranger. Il était utile qu'il marque le coup. Et personne ne pensait qu'il allait renoncer aujourd'hui.

■ **L'opinion publique est défavorable à ce projet, qu'est-ce qui pourrait la faire changer d'avis ?**

La retraite est le sujet sur lequel il ne faut pas titiller les Français. De 1946 à 1982, la baisse de la retraite de 65 à 60 ans a été la première revendication des Français dans les sondages, phénomène unique en Europe. La plupart des salariés Français ne font pas un travail qui les intéresse, mais le font pour gagner leur vie et pour gagner surtout leur deuxième "vraie" vie qui est la retraite. La retraite à 60 ans n'a duré que 10 ans à partir de 1982 et, depuis, les Français sont contre toutes les réformes. La baisse de l'âge de départ est fondamentale dans le pays même s'il est inférieur à quasiment tous nos voisins. La revendication principale des Français, c'est touche pas à ma retraite.

■ Comment l'expliquer ?

Beaucoup de sociologues disent que depuis le Covid, on constate une baisse de la valeur travail en France, c'est vrai. Mais cela était déjà vrai depuis la Deuxième Guerre mondiale.

■ Les Français soutenaient les blocages en 1995. Les sondages disent qu'ils ne les soutiendraient pas aujourd'hui. Pourquoi ?

Cela dépend lesquels. Si les Français crient "touche pas ma retraite", ils disent tout aussi fort "ne touche pas à ma voiture". Dès qu'un blocage concerne le transport individuel par la voiture, les Français sont en colère.

■ Politiquement, qui peut gagner cette bataille si la réforme passe au Parlement ?

Il n'y a pas de suspense sur le fait que cette réforme passera au Parlement. Mais le débat parlementaire peut engendrer des changements sur tout ce qui tourne autour de l'âge légal, qui ne bougera pas. Ils peuvent faire changer d'avis l'opinion s'il y a des avancées sur les femmes, les longues carrières ou la rétribution minimale des retraités. La question est de savoir si une telle réforme peut être appliquée si la lutte sociale se poursuit fortement. Comme en 2019, nous savons bien que si Macron y a renoncé, c'est à cause du mouvement de contestation, le Covid a bon dos.

■ Emmanuel Macron peut-il enterrer cette réforme ?

Je ne crois pas. Il n'est pas rééligible. S'il échoue son quinquennat va passer pour définitivement négatif. Emmanuel Macron ne lâchera pas.

Propos recueillis par Florent PROVANSAL